



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES

Mission de programmation et
d'assistance à maîtrise d'Ouvrage
pour la reconstruction du Plateau
Technique de la MPR (Médecine
Physique et Réadaptation) de
l'Hôpital Le Vésinet

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**










Consultation n°

2026SB06





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS.....	13
9.	DEROGATIONS.....	14

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'Ouvrage pour la reconstruction du Plateau Technique de la MPR (Médecine Physique et Réadaptation) de l'Hôpital Le Vésinet
	Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles
	Type de contrat	Marché de prestations intellectuelles
	Structure	Marché à tranches
	Lieu d'exécution	Hôpital Le Vésinet
	Durée	36 mois à compter de la notification de l'ordre de service
	Pénalités de retard	Voir article 8 du présent document
	Variation des prix	Révisibles – Cf. Article 5.1 du CCAP
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1.DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en procédure adaptée ouverte (Article L.2123-1, R.2123-1 1° du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG-PI du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2.OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **des missions de programmation et d'assistance à maîtrise d'Ouvrage pour la reconstruction du Plateau Technique de la MPR (Médecine Physique et Réadaptation) de l'Hôpital Le Vésinet.**

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :
Hôpital Le Vésinet
72 Avenue de la Princesse
78110 LE VESINET

■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/PI) :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :
 - o La décomposition de prix globale et forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
 - o Annexe 1 : 250808_HLV_MPR_Nouvelle_Version_1
 - o Annexe 2 : 202505_Diagnostic HLV version complète
 - o Annexe 3 : GE122151-028Plan général –V2.dwg
 - o Annexe 4 : P 01-3 Plan masse général 1-2000
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les ordres de service et/ou bon de commandes émis dans le cadre du présent marché.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du

- marché.
- L'offre technique du candidat
- L'attestation de visite
- La fiche contact

Les exemplaires originaux des pièces du marché conservés dans les archives de l'acheteur font seule foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2. Intervenants

Représentant du pouvoir adjudicateur :

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre.

Adresse et coordonnées :

Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT 78 Sud.
Hôpital André Mignot
Monsieur le Directeur Général Pascal BELLON
Direction des achats du GHT 78 sud
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud
177, rue de Versailles
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Le Centre Hospitalier de Versailles agit pour le compte de
l'Hôpital Le Vésinet.

Maîtrise d'ouvrage :

La **maîtrise d'ouvrage** est assurée par l'Hôpital Le Vésinet.

Adresse et coordonnées :

Hôpital Le Vésinet
72 Avenue de la Princesse
78110 LE VESINET

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**. Les variantes ne sont pas autorisées.

■ **Forme du marché**

Le marché est un marché à **prix forfaitaires**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **tranches** en application des articles R2113-4 à R2113-6, R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations forfaitaires sont décomposées en tranches de la manière suivante :

Tranche ferme : Etudes de programmation

- Réalisation du programme de l'opération
- Mise en place d'une GED - Suivi en TF

Tranche optionnelle n°1 : Assistance au choix de l'équipe de MOE

- Préparation et organisation de la consultation des entreprises ;
- Analyse des candidatures et rédaction d'un rapport au jury en lien avec le comité technique. Présentation au jury et rapport de validation ;
- Analyse des offres des candidatures retenues, Vérification des estimations financières et de la durée prévisionnelle des dossiers ;
- Assistance à l'organisation des auditions et rapport de choix.
- Assistance générale sur les aspects administratifs, juridiques, techniques et financiers de la tranche optionnelle n°1".
- Mise à disposition de la GED - tranche optionnelle n°1.

Tranche optionnelle n°2 : Assurer le suivi des études de l'équipe de MOE

- Recalage technico économique du projet selon l'ESQUISSE et mise au point de la phase APS selon les attentes du maître d'ouvrage, y compris rapports et conduite de réunions ;
- Relecture et analyse des documents APS/APD transmis par le groupement lauréat. Vérification économique du projet. "
- Assistance à l'élaboration du dossier PC en lien avec le MOA ;
- Relecture et analyse des documents PRO-DCE transmis par le groupement lauréat.
- Assistance générale sur les aspects administratifs, juridiques, techniques et financiers de la tranche optionnelle n°2, y compris le lancement de l'appel d'offre travaux ;
- Mise à disposition de la GED - tranche optionnelle n°2.

Tranche optionnelle n°3 : Assurer le suivi de l'opération de travaux

- Assistance au suivi des travaux pendant toute la phase d'exécution
- Assistance aux levées de réserves et à la réception
- Assistance pendant la période de GPA
- Assistance générale sur les aspects administratifs, juridiques, techniques et financiers de la tranche optionnelle n°3
- Mise à disposition de la GED - tranche optionnelle n°3

Les caractéristiques techniques des tranches sont définies dans le C.C.T.P.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

La durée du marché est fixée à **trois (3)** ans en cas d'affermissement de toutes les tranches à compter de la notification de l'ordre de service incluant un accompagnement durant la garantie de parfait achèvement. Il ne peut pas être reconduit.

Ce délai se confond avec le délai d'exécution des prestations et ne peut excéder la date de fin de la garantie de parfait achèvement.

■ Calendrier détaillé d'exécution :

A titre indicatif, le planning prévisionnel de toute l'opération est indiqué au chapitre 1.3 du CCTP. Le candidat prendra soin de présenter dans son offre un planning optimisé par tranche.

Conformément à l'article R.2113-6 du Code de Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle, en cours d'exécution.

Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle n'est pas fixé. L'affermissement pourrait intervenir à tout moment de la vie du marché. Néanmoins, le séquençage des tranches restera dans l'ordre de la numérotation.

Il n'est pas prévu d'indemnités de dédit en cas non affermissement de la tranche optionnelle, ni d'indemnités d'attente en cas de retard dans l'affermissement de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur notifie, par tout moyen, au titulaire sa décision d'affermir la tranche optionnelle.

■ Délais de remise des livrables :

Chaque tranche/phase se conclut par la remise du livrable qui fait l'objet d'une réception par la maîtrise d'ouvrage.

Le délai de remise des livrables est de 7 jours calendaires maximum à compter de la fin effective du travail d'étude.

Le titulaire devra remettre dans son offre un planning prévisionnel décomposant la tranche ferme et la tranche optionnelle 1. Ce planning devra respecter les délais imposés dans le chapitre précédent traitant des délais (tranche ferme et tranche optionnelle 1). Il sera annexé à l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme.

Pour les tranches optionnelles 2 et 3, même si la conduite du projet est menée par le maître d'œuvre, l'AMO devra redonner un avis/rapport également dans les 7 jours calendaires maximum après la transmission des éléments par celui-ci.

Si les délais ne sont pas respectés par le titulaire, sont appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalables les pénalités prévues à l'article 8.1 du présent document.

■ GED :

L'AMO devra mettre à disposition pour le projet une GED pour la gestion documentaire, et ce pendant toute la durée du marché. Tous les documents liés au projet seront déversés dans cette application par tous les acteurs. Une analyse fonctionnelle des flux sera à mettre en place au début du projet pour hiérarchiser le fonctionnement et les flux de données : quel format, qui dépose des documents, qui valide, qui modifie... L'AMO sera l'administrateur de la base de données.

L'AMO fournira les licences nécessaires au MOA pour que les membres du COPIL puissent consulter – valider les documents. Le maître d'œuvre, les prestataires intellectuels et les entreprises devront quant à eux s'acquitter des droits de licence pour leur permettre de rejoindre cette organisation.

Tous les documents seront à intégrer dans la GED : CR de réunion, livrables, plans, diagnostics...A la fin du chantier et après la durée de la GPA, l'AMO devra remettre l'ensemble des documents au maître d'ouvrage en version dématérialisée. Concernant les plans, seuls les documents TQC seront à transmettre. Concernant les rapports du CT et du CSSI, seuls les documents initiaux et finaux sont attendus. Un disque dur portable sera transmis, ainsi qu'un lien de téléchargement via « **GrosFichier** ». Les fichiers envoyés via une autre plateforme ne pourront pas être récupérés.

Un exemplaire papier de tous les plans TQC, par lot, sera également à transmettre au MOA par le maître d'œuvre.

Uniquement après transmission de ces éléments, l'AMO pourra clôturer la GED liée à ce projet.

■ **Livrables attendus de la part de l'AMO :**

Concernant les livrables, si les documents ne sont pas conformes en présentation ou en contenu selon les exigences du maître d'ouvrage, l'AMO devra reprendre ses documents autant que nécessaire sans rémunération complémentaire.

Tous les livrables ci-dessous seront à intégrer dans la GED. Pour la tranche optionnelle 3, cette liste n'est pas limitative et pourra être complétée à la marge en cours d'exécution du marché, en fonction des exigences du MOA pour les besoins de l'assistance.

TRANCHE	PHASE	PRESENTATION DES LIVRABLES
Tranche ferme	Lancement	CR de la réunion COPIL
	- Pré programme	- Pré programme
	- Faisabilité	- Faisabilité - Bilan des surfaces - Estimation du coût de l'investissement - identification des flux
	- Programme technique et fonctionnel	- PTF - Tableau des surfaces - Fiches locaux - Estimation du coût de l'investissement, du coût d'exploitation et du délai de réalisation -
	- Préparation et sélection du MOE	- Proposition de scénarii par rapport aux modes de dévolution des marchés de MOE
Tranche optionnelle n°1	- Préparation procédure	- Dossier de consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre - Synthèse des Q/R des candidats. - Grille d'analyse des candidatures - Rapport de choix sur les candidatures
	- procédure	- Rapport de synthèse de procédure - Eléments de réponse aux questions écrites des candidats - Analyse des offres - Rapport de choix du candidat retenu
Tranches optionnelles n°2	Etudes	- rapports pour chaque phase d'études de conception
	Appel d'offre	- rapport sur l'analyse des offres par le maître d'œuvre

Tranche optionnelle n°3	Travaux	<ul style="list-style-type: none"> - CR des réunions MOA/MOE - Focus financier mensuel - Rapport sur les réserves et sur les DOE.
--------------------------------	---------	--

Nota : pour chaque tranche et pour suivre l'avancement, une réunion du COPIL sera à programmer avec production d'un CR.

Le délai de remise des livrables se confond avec la durée d'exécution des prestations de chaque phase fixée au calendrier détaillé d'exécution.

Chaque phase se conclut par la remise du livrable qui fait l'objet d'une réception par la maîtrise d'ouvrage. Pour chaque tranche, lors de la réunion de lancement, un calendrier contractuel fixera les délais de validation et les délais de remise des livrables comme évoqué ci-dessus dans le paragraphe remise des livrables.

Si les délais ne sont pas respectés par le titulaire, sont appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalables les pénalités prévues à l'article 8.1 du présent document.

- Format et support choisis pour la remise des études

Les livrables sont remises au maître d'ouvrage sur le support suivant :

Papier et clé USB ou mail (limité à 5Mo)

Les formats informatiques sont

Pièces graphiques = PDF et AUTOCAD LT 2010

Pièces écrites = PDF / WORD / EXCEL

■ Prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions mentionnées à l'article 13.3 du CCAG de référence.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 (quinze) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le titulaire envoie sa demande à l'adresse postale suivante :

Cellule de la commande publique
177, Rue de Versailles
78157 Le Chesnay – Rocquencourt Cedex
srbera@ght78sud.fr

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec les titulaires, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la

commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ Mois d'établissement des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro « M₀ ».

■ Variation des prix :

Les prix sont **révisables** annuellement à la date anniversaire du contrat par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,85 + 0,15 \times (I_n/I_0)]$$

Avec

P_n représente le prix révisé

P₀ représente le prix initial du contrat à la date de remise des offres

I_n représente l'indice de référence publié au moment de demande de révision

I₀ représente l'indice de référence publié au mois de remise des offres

L'indice de référence est l'indice des prix Services d'architecture, d'ingénierie et de conseil technique CPF 71.1 – Identifiant 010546123 (Base 2015).

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Clause de sauvegarde :

Les prix sont fermes la première année. Ils seront révisables chaque 1 an.

Pour chacun des cas de la révision des prix, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2% par révision de prix. La clause de sauvegarde sera appliquée

lorsque le marché économique sera stable.

■ **Avance :**

Sans objet

➤ Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

5.2. Conditions de paiement

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG PI ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les libellés des prestations et des fournitures faisant l'objet des facturations doivent être exprimés en clair.

La facture ne doit pas être antérieure à la livraison ou à la date du service fait.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures sur le site Chorus Portail Pro, ces dernières devront être adressées en renseignant :

- le code SIRET de l'entité destinataire : **267 802 403 00019** qui identifiera l'Hôpital Le Vésinet

- le numéro et le code du service du marché : **le numéro d'engagement sera transmis à la notification**

■ **Périodicité des paiements :**

- Pour la tranche ferme:

Les paiements des prestations relevant des études de programmation et accompagnement dans la procédure de passation du marché global de conception et construction sont effectués à la remise du livrable de chaque phase.

- Pour les tranches optionnelles :

Les paiements des prestations relevant des études de programmation et accompagnement dans la procédure de passation du marché global de conception et construction sont effectués à la remise du livrable de chaque phase.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R. 2192-22 du code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Etablissement concerné par l'exécution du contrat	Hôpital du Vésinet SIRET : 267 802 403 00019
Coordonnées du comptable assignataire	Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier de Versailles 12 rue l'Ecole des postes, 78 015 VERSAILLES CEDEX
	jean.pitois@dgfip.finances.gouv.fr 01 71 42 73 96
Délai de paiement	50 jours
Mode de paiement	Mandat administratif
Adresse de facturation	Facturation électronique (<i>se reporter au CCP ou CCAP</i>) : https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1 L'Hôpital du Vésinet 72, avenue de la Princesse 78115 Le Vésinet
Lot concerné, le cas échéant	

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **50 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

La date servant de point de départ au délai global de paiement (sous réserve de service fait réalisé préalablement) est la date de « mise à disposition de la facture au destinataire ». Cette date est tracée et consultable dans l'historique Chorus-Pro.

■ Nantissement - Cessions de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 du code de la commande publique concernant la cession ou nantissement des créances.

La personne habilitée à fournir les renseignements visés à l'article R. 2191- du code de la commande publique est le Directeur du Centre Hospitalier de Versailles.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance. Si la sous-traitance est déclarée en cours de de marché l'exemplaire pour nantissement doit être restitué pour être modifié.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Transfert des droits patrimoniaux

Pour les prestations qui seraient soumises au code de la propriété intellectuelle, en application de l'article 35 du CCAG-PI, l'Hôpital Le Vésinet bénéficie du transfert des droits de représentation, d'utilisation, d'adaptation et de traduction.

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

Durée : Sans limitation de durée tant que l'entité juridique existe

Personne morale : l'Hôpital Le Vésinet

Périmètre : Le personnel de l'Hôpital Le Vésinet et les tiers désignés par eux.

Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés à titre non exclusif au Centre Hospitalier de Versailles dans les conditions de l'article 35-2 du CCAG PI.

Le Centre Hospitalier de Versailles peut utiliser librement les résultats de l'étude.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

■ **Arrêt de l'exécution des interventions**

En application de l'article 22 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques décrites au cahier des charges.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

■ **Documents à produire en cours d'exécution du marché.**

- Titulaires établi en France.

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- a) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérifications de l'étude :**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre au contrat.

Conformément à l'article 28 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux

mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Monsieur Guillaume SANCHEZ

6.3. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen :**

Selon l'article 25 du CCAG/PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix dues à la révision de prix.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Protection de l'environnement**

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique et les dispositions du CCAG concerné par l'exécution du contrat, le Titulaire met tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

• **Protection de l'environnement / Développement durable :**

Le titulaire met tout en œuvre pour assurer une politique de développement durable à jour de la réglementation en vigueur et exécute les prestations du présent contrat selon l'application de règles respectant l'environnement.

A ce titre, il s'engage à :

- Limiter la production de déchets et favoriser leur tri, recyclage ou valorisation ;
- Réduire les consommations énergétiques et de ressources naturelles ;
- Utiliser, lorsque cela est possible, des produits ou matériaux éco-labellisés, recyclés ou issus de filières durables ;
- Privilégier les modes de transports à faible impact environnemental pour les livraisons et

déplacements.

L'acheteur pourra être en mesure de demander au Titulaire les mesures prises pour respecter lesdites prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

- **Clause RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) :**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à adopter une démarche intégrant des considérations sociales, environnementales et éthiques. Le titulaire devra :

- Respecter les principes de non-discrimination, d'égalité professionnelle et de diversité au sein des équipes ;
- Favoriser lorsque cela est possible, l'emploi de personne en insertion ou en situation d'handicap ;
- Fournir à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document attestant de ses engagements RSE.

- **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG/PI. Chaque partie s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

- **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;

- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'établissement concerné par les prestations sous-traitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en supplément du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-3 du Code la Commande Publique;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.
- Etre en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du contrat (article 39 du CCAG-PI).

Conformément aux dispositions relatives à l'auto liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées, quant à elle, sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

8. - LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique les pénalités de retard forfaitaires suivantes :

- Retard dans la transmission des livrables sur chacune des phases : 100€/ jour calendaire de retard
- Absence à une réunion obligatoire (présentiel et distanciel) 200 € par constat
- Retard dans la diffusion de compte-rendu : 100€ par constat
- Non-respect des consignes du maître d'ouvrage : 100€ par constat
- Mauvaise organisation pouvant impacter le projet sur le planning ou sur le coût, d'une manière directe ou indirecte : 500 € par constat

L'acheteur invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours, en précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquée, le ou les retard(s) concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant du marché.

L'application des pénalités se faisant par l'établissement concerné par l'exécution sur le montant de prestations le concernant.

Toute contestation sur l'application et le montant de la pénalité se faisant auprès de l'établissement concerné par l'exécution des besoins.

8.2. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché dans les conditions définies ci-après :

➤ **Pour motif d'intérêt général**

En cas d'abandon définitif du projet par le maître d'ouvrage quel qu'en soit le motif, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général. Sa décision doit être notifiée conformément à l'article 29 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

➤ **Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 38 du CCAG/PI, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion

avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37-1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

➤ **Résiliation aux torts du titulaire**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39 du CCAG/PI. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

La fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

8.3. Autres stipulations

■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG/PI s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Règlement à l'amiable des litiges :**

Le pouvoir adjudicateur ou le(s) titulaire(s) peuvent soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable ou d'arbitrage, dans les conditions prévues aux articles L. 2397-1 à L. 2397-3 du code de la commande publique.

■ **Tribunal compétent**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal du lieu d'exécution du marché :

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue Saint-Cloud
78011 Versailles
Courriel : greffe.ta@juradm.fr
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

9. DEROGATIONS

Article du CCAP	Article du CCAG/PI
Article 2.1	Article 4
Article 8.1	Article 14.1
Article 8.2	Article 40